

FORETS ET ENERGIE: CONTRIBUTION DE LA COTE D'IVOIRE

Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Monsieur le Directeur Général de la FAO
Honorables délégués
Mesdames et Messieurs ;

Je voudrais au nom du Gouvernement ivoirien, remercier le Directeur Général de la FAO pour son invitation et de l'opportunité qu'il nous offre de pouvoir apporter notre contribution dans les réflexions sur le thème à l'ordre du jour à savoir, FORET ET ENERGIE.

Monsieur le Directeur Général,
Ce thème revêt pour mon pays une importance capitale, car le bois constitue la principale source d'énergie pour 80% des ménages ivoiriens.
Sans pouvoir avec exactitude vous communiquer des statistiques, retenons tout de même que c'est environ 15 millions de m³ de bois qui sont utilisés par an, sous forme de bois d'énergie

Aussi, il me paraît important au moment où les expertises du monde entier se retrouvent à cette tribune, que la problématique FORET ET ENERGIE soit explorée et les mécanismes devant soutenir les actions, identifiés afin d'en tirer le maximum de profit pour les populations et la forêt elle-même.

Monsieur le Directeur Général,
Comme vous le savez, la Côte d'Ivoire, depuis 2000, traverse une crise dont quelques espoirs de sortie commencent à pointer à l'horizon.

Au cours de cette crise, la forêt et son potentiel ligneux ont payé un lourd tribut à travers leur exploitation incontrôlée.

Au rythme auquel évolue la population ivoirienne et du fait qu'une bonne frange de cette population sera encore tributaire de cette source d'énergie, le Gouvernement ivoirien, à travers le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, a envisagé entre autres les actions suivantes :

- l'évaluation post-crise de la ressource forestière avec l'appui de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT) ; et
- la création d'une structure de reboisement dans le domaine rural.

Pour toutes ces actions qui nécessitent aussi bien des expertises techniques que des appuis financiers, l'assistance de la communauté internationale en général et particulièrement celle de la FAO est sollicitée.